

Résumé des questions économiques et sociales: **semaine n° 234 du 07 juillet 2025**

Syndicalisme de lutte de classe : Unité-CGT le numéro de juin est paru

Le numéro de juin " d'Unité-CGT" vient de paraître (<https://unitecgt.fr/unite-mensuel-juin2025/>). Unité CGT est un *media* militant indépendant d'actualités et d'analyses syndicales, nationales et internationales. depuis septembre 2019, il travaille inlassablement à la visibilisation des grèves et luttes syndicales et sociales et prend place dans le nécessaire débat idéologique et stratégique du mouvement ouvrier et en particulier de la CGT.

Le numéro de juin contient une analyse intéressante du conclave dont le titre: "Conclave, Parlement ou lutte des classes ?" indique clairement que les objectifs de ce conclave n'a jamais eu pour objet de revenir voire même d'améliorer la réforme des retraites, mais surtout de faire avancer au travers du dialogue social qui n'est autre que la collaboration de classe, l'institutionnalisation du débat. Un décryptage sur la Histadrout (le syndicat sioniste rappelle à juste titre le rôle qu'il joue dans le processus de colonisation de la Palestine : "*Présentée comme une organisation de gauche, la Histadrout est un acteur majeur du processus colonial et de la désinformation sur la réalité en Israël-Palestine, et présente un visage « social » de l'occupation israélienne.*"

Vous pouvez recevoir les publications d'Unité-CGT : <https://mailchi.mp/86dc2a579478/b4d760js2b>

FNIC-CGT : Faisons du 10 septembre la date de mobilisation contre la répression syndicale

<https://fnic-cgt.com/wp-content/uploads/2025/06/FAISONS-DU-10-SEPTEMBRE-LA-DATE-DE-MOBILISATION-CONTRE-LA-REPRESSION-SYNDICALE-1.pdf>

On le sait, et particulièrement depuis la bataille contre la réforme des retraites de 2023, être syndicaliste révolutionnaire, c'est s'exposer à la répression patronale et étatique. Plus de mille syndicalistes touchés par la répression et ils sont sans doute bien plus nombreux aujourd'hui. C'est le cas pour notre Camarade Timothée Esprit, qui subit deux licenciements coup sur coup par son employeur Toray. À n'en pas douter, ces licenciements (que l'on pourrait qualifier d'acharnements) sont uniquement liés à ses activités syndicales et à son militantisme ouvrier. Toray utilise des accusations de « terrorisme » envers notre Camarade alors qu'il ne fait que soutenir la Palestine, comme tout militant internationaliste se doit de le faire. Le 10 septembre correspond à la période durant laquelle le ministère du Travail aura à se prononcer sur la validation ou le refus de son licenciement. Être le plus nombreux devant ce ministère montrera notre soutien à notre Camarade et que nous ne resterons pas sans réagir face à la répression subie par l'ensemble des Camarades, organisée par le capital, pour leur engagement syndical et internationaliste. Nous pensons, entre autre, à notre Camarade Jean-Paul Delescaut, Secrétaire Général de la CGT du Nord, attaqué pour un tract sur la Palestine.

Camarades, la solidarité de classe envers nos Camarades réprimés est l'un des combats prioritaires et des plus nobles de notre camp. Jamais nous ne devons permettre à la classe dominante de s'en prendre à l'un des nôtres sans une réponse totale de tous nos syndicats !

LE 10 SEPTEMBRE : ON FAIT MONTER TOUS LES SYNDICATS DE LA FNIC CGT À PARIS CONTRE LA RÉPRESSION SYNDICALE ET EN SOLIDARITÉ AVEC NOTRE CAMARADE ! NE LAISSONS PAS LE CAPITAL COUPER LA TÊTE DES MILITANTS SYNDICAUX DE LUTTE DE CLASSE

Fermeture de lits et suppression de postes au centre hospitalier de Lavaur dans le Tarn

La direction du Centre Hospitalier Philippe Pinel de Lavaur (Tarn) a annoncé la fermeture de 13 lits sur 25 à terme et la suppression de tous les postes d'aides-soignants du service de soins psychiques intensifs La Gravette.

Un choc pour le personnel et les patients qui se sont mobilisés le vendredi 27 juin 2025, pour faire entendre leurs voix lors du conseil de surveillance de l'établissement. Une nouvelle accueillie abruptement par les membres du personnel, dont deux infirmiers et une aide-soignante qui l'ont appris il y a quelques jours : *"Je suis infirmier et essentiellement en psychiatrie parce que justement les soins relationnels, c'était quelque chose qui me parlait"*, témoigne un infirmier en psychiatrie rencontré il y a quelques jours.

Les patients s'inquiètent pour leur future prise en charge : *"Des équipes en moins, ça veut dire qu'il n'y a plus d'ateliers thérapeutiques, ça veut dire qu'il n'y a plus d'accompagnement sur l'extérieur, ça veut dire aussi qu'ils ne veulent pas prendre le temps pour chacun d'entre nous de gérer tous les petits soucis qu'on peut avoir à droite et à gauche. Où est la place du patient ?"*, s'interroge une membre de l'Association "La Voix des Patients".

Le président du conseil de surveillance, Bernard Carayon, également maire de Laval, évoque, lui, des changements dans le parcours de soins :

Il y a des patients qui sont là aujourd'hui depuis 26 ans, d'autres assez nombreux depuis 20 ans, 15 ans. Est-ce qu'on doit passer toute une vie derrière les murs d'un hôpital psychiatrique ? Non. Et c'est la raison pour laquelle il faut aller vers des structures médico-sociales qui sont adaptées à une transformation de la vie des patients. Parce que notre but, c'est justement d'améliorer la vie des patients

Bernard Carayon, président du conseil de surveillance et maire de Laval

Pour leur bien-être, les patients, eux, souhaiteraient que leur avis soit pris en compte. Ils ont prévu de nouvelles actions dans les prochains jours.

Débrayage et piquet de grève chez Courvoisier à Jarnac, le jeudi 26 juin 2025, à l'appel de la CGT.

Une centaine de personnes ont formé un piquet de grève à l'appel de la CGT, le jeudi 26 juin sur place du Château à Jarnac (Charente), devant le siège social du négociant en cognac. Ils dénoncent une « saignée » : 27 postes supprimés chez Courvoisier, soit près de 20 % des effectifs après une vingtaine de jours suite à l'annonce d'un plan social.

La mobilisation ne s'est pas fait attendre, une centaine de personnes ont formé un piquet de grève devant le siège social de l'entreprise, place du Château à Jarnac (Charente). Le rassemblement à l'appel de la CGT a débuté à midi, après une réunion exceptionnelle du comité social et économique (CSE), qui devait se terminer vers 17 heures. On y trouvait des salariés de Courvoisier inquiets et mécontents, bien sûr, mais aussi leurs « collègues et camarades » des syndicats CGT des maisons Hennessy et Martell et de l'usine Verallia de Châteaubernard. *"Ce plan social est catastrophique. Il touche en priorité l'embouteillage de la Belloire, mais aussi les bureaux au château"*, a déploré Laurent Lamuraille (élu CGT au CSE). *"Avec ce projet de réorganisation dont nous attendons toujours la justification précise, chiffres sur table, Courvoisier ouvre une brèche dangereuse. Nous craignons que d'autres grands négociants licencient"*, a ajouté une salariée, qui siège également au CSE, comme élue CGT, syndicat majoritaire. La maison Courvoisier bat pavillon italien depuis la fin de l'année 2023. Le groupe Campari, basé à Milan, l'avait achetée et payée cash 1,2 milliard de dollars à l'entreprise américano-japonaise Beam-Suntory.

Les salariés de PROMOTRANS BY DÉVELOPPEMENT "EFPR" en grève pour les salaires

Les salariés de cette entreprise de l'Essonne sont en grève depuis le 18 juin. Leurs revendications portent sur l'amélioration des conditions de travail et des augmentations de salaires. Dans un communiqué du 26 juin, l'UD-CGT 91 fait remarquer que : *" Ce sont bien les salariés qui produisent les richesses de l'entreprise. C'est même grâce à eux que la qualité du travail est assurée, faisant face à des conditions d'exercice dégradées pour assurer malgré tout une formation de qualité pour leurs stagiaires. Sans eux, pas de chiffre d'affaires, pas de profits, pas de dividendes. La direction refuse toujours d'ouvrir de véritables négociations salariales. Son discours est clair : pas de revalorisation, sauf si les résultats financiers sont bons... à la fin Il s'agit d'une tactique grossière pour gagner du temps. Pour l'instant, ce n'est pas une négociation, c'est une mise au pas pour désarmer la seule force et moyen d'expression des salariés : la grève*

La CGT exige : *"des négociations immédiates, avec des engagements concrets. Pas des hypothèses, Pas des discours, Pas de chantage !"*

Grève des transports à Lille (Nord)

La Grande Boucle démarre à Lille le 5 juillet, les transports de la MEL seront très sollicités à cette occasion et le syndicat CGT d'ILEVIA a déposé un préavis de grève pour dénoncer les conditions de travail des salariés. Mohamed Fahri, délégué syndical CGT déclare qu'il ne s'agit pas de bloquer les transports : *" on appelle les salariés à ne pas venir travailler sur les temps de repos et à débrayer 1 heure ou 2 sur une journée. La CGT dénonce un contrat d'exploitation confié à Kéolis par la MEL qui fait porter d'énormes contraintes sur les salariés. "On verra ça à la rentrée "* Eddy Paurisse de la CFDT fait savoir que son syndicat ne participera au mouvement

pour ne pas gâcher la fête..Faudra - t - il désormais attendre que les impacts soient minimes et ne gâchent pas le *bon plaisir* du citoyen pour envisager les mouvements revendicatifs ?

Marseille : contre la privatisation du rail, les cheminots dans l'action !



Toulon 30 juin : les cheminots de la région Paca contre la privatisation

Dans le cadre de la mise en concurrence du rail c'est la société Transdev qui a obtenu le marché sur la ligne Marseille-Nice. Les cheminots de Marseille et la région PACA sont vent debout contre cette privatisation. *"Les cheminots et cheminotes sont toujours opposés à l'ouverture à la concurrence !"* déclare François Tejedor, secrétaire général de la CGT Cheminots Paca.

Le secrétaire de la CGT a rappelé que : *" Cela fait des mois qu'on dénonce l'ouverture à la concurrence. Nous sommes favorables à une entreprise intégrée, pas une entreprise morcelée. Le fait de tout morceler, ce n'est pas bon pour le service public "*.

La région PACA est la première à ouvrir ses rails à la concurrence en faisant le choix du privé contre l'opérateur historique SNCF. Deux appels d'offres avaient été lancés en 2020. Pour la ligne Marseille-Nice, le 7 septembre, la région, dirigée par Renaud Muselier réactionnaire macroniste, a incité les élus à voter en faveur de Transdev le 29 octobre, face à une filiale SNCF et à l'opérateur italien Thello. *"La volonté c'est de donner au privé la ligne la plus rentable, qui représente 10 % du trafic mais 30 % des recettes directes"*, dénonce Ali-Jean Boualam, secrétaire régional FO-Cheminots en PACA. L'autre lot, des lignes autour de Nice, ira à SNCF Sud-Azur, filiale du groupe, seule en piste pour exploiter ce réseau moins rentable.

Cependant, la privatisation n'est pas un long fleuve tranquille et faute de rames, Transdev déshabille la SNCF dans d'autres régions. Ainsi, la région Centre-Val de Loire dirigée par François Bonneau du Parti socialiste, va-t-elle *prêter* des rames à Transdev.

Minakev (Nord) suppression de 41 emplois, le syndicat FNIC-CGT engage le combat pour que les salariés ne se fassent pas jeter comme des Kleenex

Lors d'une réunion extraordinaire du comité social et économique en date du 19 juin 2025, la direction a annoncé l'ouverture d'un *Plan de Sauvegarde de l'Emploi*, estimant que l'effectif salarié n'est pas à la hauteur des résultats financiers, ce qui en langage clair signifie qu'aux yeux des patrons, les profits extorqués ne sont pas assez importants. Du coup les salariés sont traités comme une variable d'ajustement.

Le syndicat CGT MINAKEM BEUVRY n'est pas prêt à accepter cette situation et entend instaurer un rapport de force avec la direction en refusant le plan imposé par la direction de site. Dans un communiqué le <https://fnic-cgt.com/wp-content/uploads/2025/06/CIRCULAIRE-MINAKEM.pdf>le syndicat CGT MINAKEM BEUVRY PRODUCTION affirme qu'il : *" n'est pas dupe et a bien compris que la nomination d'un manager de transition à la tête du site n'avait qu'un but : SUPPRIMER DES EMPLOIS TOUT EN ETANT GRACIEUSEMENT RÉMUNÉRÉ C'est tous ensemble, unis et solidaires que nous ferons plier la direction du site et du groupe afin d'assurer à chacun d'entre nous un avenir plus radieux que celui qui nous est proposé aujourd'hui. Le SYNDICAT CGT MINAKEM BEUVRY PRODUCTION appelle l'ensemble des salariés du site à cesser le travail du jeudi 3 juillet 2025 à 21h45 au vendredi 4 juillet à 22h00 et à rejoindre le piquet de grève."*

La CGT Spectacle dans la rue le 30 juin contre la réforme de l'audio-visuel public

La CGT Spectacle et ses syndicats soutiennent les salariés en grève de Radio-France, France Télévisions, l'INA et France Médias Monde. De nouveau les travailleurs de l'audiovisuel public se mobilisent pour lutter contre la réforme de l'audiovisuel public, que la ministre de la Culture, Rachida Dati tente encore une fois d'imposer,

contre l'avis des personnes concernés. La CGT spectacle dénonce les coupes budgétaires. En avril, un décret a réduit de 114 millions d'euros les crédits de réserve du ministère – une enveloppe de secours pouvant être utilisée en cas d'imprévu.

Sanofi, Maison-Alfort (Val-de-Marne) la direction fait appel au CRS

Le site de Maison-Alfort est en voie d'être cédé. Voici ce que nous en disions dans le résumé ecosoc N°233 : *"Depuis plusieurs mois, la CGT alerte sur les craintes pour l'avenir du site de Maisons-Alfort. Aujourd'hui la cession du site est même dans la presse. La CGT revendique que SANOFI prenne ses responsabilités et apporte de l'activité au site. Le site de Maisons-Alfort est un site dont la principale activité est la mise sous forme pharmaceutique du Lovenox. Si la molécule est en perte de vitesse, le savoir-faire de cette activité de préparation d'injectables biologiques est précieux. Il peut être utilisé pour d'autres médicaments. D'autant plus quand SANOFI annonce sa volonté de devenir un « pure player » immunologie principalement axé sur des technologies issues de la biologie !"*

Les choses sont rentrées dans les travaux pratiques, puisque c'est tenu le 1^{er} juillet, à huit clos, une réunion dite *de dialogue social* à Gentilly loin du site. Dans le même temps en signe d'intimidation contre les salariés, l'État, celui des capitalistes, a fait une démonstration de force sur le site de Maison-Alfort. ONze fourgons de CRS étaient présents pour *encadrer* les salariés. Nul doute que l'initiative de faire appel à la force revient à la direction de Sanofi et que le Préfet, représentant de l'état bourgeois, c'est exécuté. La CGT Sanofi dénonce dans un communiqué : *" Cette stratégie d'intimidation qui vise à museler les salariés et leurs représentants, pendant que Sanofi cède un site industriel de plus."*

Arles : la colère des éboueurs

"100% d'agents grévistes sur Arles, 100% à Tarascon et 95% à Saint-Martin-de-Crau", affirme un élu CGT qui fait les comptes pour ce mardi 1er juillet. Une chose est sûre, sur le territoire de la communauté d'agglomération du pays d'Arles, les poubelles débordent.

"Ça sera une grève longue et dure, on va monter crescendo", explique l'élu CGT, qui rappelle que les agents protestent contre des *"conditions de travail dégradées"*. Ils dénoncent pêle-mêle des sanctions *"disciplinaires injustifiées"*, du favoritisme à l'embauche et déplorent la réorganisation des tournées mettant fin au ramassage dominical.

Le 1er juillet, la tension est montée d'un cran. Les éboueurs ont fait jouer leur droit de retrait du fait des *"conditions de travail dangereuses en période de canicule"*.

Le maire d'Arles, président de la communauté d'agglomération Patrick de Carolis, membre du parti macronien d'Édouard Philippe : Horizons, s'il jure ses grands dieux que la grève est un droit s'attaque aux grévistes en déclarant que cette grève est une manœuvre politique.: *" ce préavis n'est autre qu' une manœuvre politique visant et à "prendre en otage les habitants de notre territoire" à la veille des Fêtes de la Tarasque à Tarascon et à seulement quelques jours de l'ouverture du Musée Fragonard."*

Il est bien loin le temps *de la première ligne macroneuse*, place à la guerre sociale !

JTEKT-Toyota nouvelle mobilisation à Irigny et Chevigny (Rhône)

À Irigny et Chevigny, poursuite des mobilisations dans le groupe JTEKT-Toyota sur les sites d'Irigny et de Chevigny où la direction veut imposer 200 suppressions d'emplois. Les syndicats appellent à faire de ce jeudi 3 juillet, un jeudi de lutte marqué par des grèves.

Le groupe JTEKT Corp a versé 120 millions d'€ de dividendes à ses actionnaires pour l'exercice 2024-2025 ! La motivation de suppression d'emplois n'est donc pas la rentabilité de l'entreprise mais bien la volonté d'augmenter les profits capitalistes en exploitant plus les salariés.

Monde

Lutte au Québec pour les infrastructures publiques

À l'issue de neuf jours de grève menée avec courage par les 2400 employés de maintenance de la STM, le conflit est loin de se résorber. Pour la première fois en 40 ans, les agents administratifs s'engagent à adopter eux aussi des moyens de pression incluant la grève et ce, à 87% des suffrages. Autre section d'employés, les machinistes et opérateurs de métro se sont dotés d'un mandat de grève à 99%.

Loin d'être circonscrite à Montréal, cette situation touche également Québec où les employés du RTC prévoient, si nécessaire, faire grève lors du Festival de Québec.

Dans ce contexte, le Parti communiste du Québec (PCQ-PCC) appuie les demandes justes des employés de transport qui, outre la question salariale, luttent contre le danger d'universaliser et banaliser le recours à la sous-traitance comme principale revendication. Ce faisant, ils s'attaquent à la privatisation de nos transports publics.

Nous dénonçons également le battage médiatique et toute expression publique visant à prétendre que les grévistes, par extension les syndicats, assiègent la population. Nous condamnons les positions de la mairesse de Montréal, Valérie Plante, qui, appelant les employés à adopter des moyens de pression autres que la grève, révèle à nouveau son *a priori* défavorable envers les travailleurs.

Grèce : énorme manifestation de Pame contre l'agression des États-Unis contre l'Iran



Le lundi 23 juin dans l'après-midi, des dizaines de milliers de travailleurs, de jeunes, de retraités, entre autres, se sont rassemblés sur la place Syntagma à Athènes et ont défilé vers l'ambassade des États-Unis à l'appel du PAME et des autres organisations de masse.

Cette manifestation massive a constitué une réponse ferme du peuple à l'escalade de la guerre impérialiste suite à l'attaque des États-Unis contre l'Iran et a envoyé un message clair au gouvernement: celui-ci n'a aucune légitimité pour soutenir le massacre des autres peuples et entraîner le peuple grec dans l'abattoir de la guerre.

AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.

Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

Souscrivez et faites souscrire autour de vous

Chèques libellés à : Parti Révolutionnaire COMMUNISTES envoyer à :
Communistes 27, boulevard Saint Martin 75003 Paris (attention au changement d'adresse)
Vos dons pourront être déclarés aux impôts pour obtenir un dégrèvement